

*L'Adresse*

• (1955)

Nos électeurs ont pu exprimer, comme c'est le cas une fois à toutes les trois ou quatre années, ont pu nous exprimer leurs craintes, leurs appréhensions, leurs besoins et leurs préoccupations, leurs objectifs.

J'ai été particulièrement étonné de constater que les électeurs du comté de Roberval, que je connaissais bien pour avoir déjà été représentant de cette circonscription à l'Assemblée nationale du Québec à deux reprises, les électeurs du comté de Roberval, dis-je, m'ont fait savoir combien ils étaient déçus de constater qu'après neuf années d'un régime qui terminait à ce moment-là, combien ils étaient déçus de voir qu'après neuf années les enjeux fondamentaux de la campagne électorale étaient pour l'essentiel les mêmes enjeux qui avaient fait l'objet de la campagne électorale de 1984. Étonnant et décevant pour les gens qui nous écoutent, étonnant, décevant et expliquant aussi pour une part ce manque de confiance, cet espèce de désintéressement face aux politiciens qui a cours dans notre société.

Les gens étaient déçus parce que d'abord en 1984 la campagne électorale s'était faite avec l'engagement du Parti progressiste-conservateur d'éliminer, de réduire le déficit du Canada. Les politiciens ont parcouru à ce moment-là toutes les circonscriptions électorales pour demander, et pour promettre surtout, à leurs concitoyens que le déficit serait dorénavant sous contrôle. Ce déficit, je le rappellerai, qui avait été créé de toutes pièces par le gouvernement libéral.

Un autre enjeu de la dernière campagne électorale, la campagne de 1984, c'était la création d'emplois. Les hommes et les femmes politiques dans ce pays se sont promenés dans les circonscriptions électorales pour promettre aux citoyens que le problème de l'emploi serait dorénavant réglé, qu'il était inacceptable dans une société comme la nôtre et que le taux de chômage avoisine les 20 p. 100 dans plusieurs régions. C'était une promesse. Qu'en est-il, qu'en était-il neuf ans plus tard? Même situation. Ou s'il y a quelque chose qui a changé, la situation est pire qu'avant.

Un autre objectif avait fait l'objet de la campagne de 1984. On avait promis de régler les questions constitutionnelles, et surtout au Québec où cette question est particulièrement sensible, de se voir promettre qu'un parti fédéraliste siégeant à Ottawa réussirait à régler, une fois pour toutes, les questions constitutionnelles et à réparer l'injure inqualifiable dont a été victime le Québec en 1982. Le chef de l'opposition en a parlé cet après-midi. En 1982, certains gestes inqualifiables ont été posés dans ce pays, et la situation politique à travers laquelle nous avons évolué depuis 1982, 1984, 1988, et enfin jusqu'à maintenant, est teintée de cette trahison telle que ressentie par les Québécois.

Après neuf ans de promesses, d'espoir, après neuf ans, la campagne électorale s'est faite sur les mêmes thèmes. Une dette qui n'a plus aucun sens, non seulement qui n'a pas été contenue, une dette qui est multipliée par trois, malgré les promesses; un taux de chômage qui est au moins aussi élevé que celui qu'on connaissait en 1984, neuf ans après, après autant de promesses. Et enfin une épopée constitutionnelle qui mérite qu'on y regarde de plus près. Des années de discussions, d'échanges, un accord, l'Accord du lac Meech, un accord qui pour l'essentiel pouvait rejoindre une certaine partie de la population du Québec. Le lac Meech, pour l'essentiel, contenait des conditions qui, pour une assez large partie de la population du Québec, semblaient accep-

tables. Qu'en est-il advenu? Échec de l'Accord du lac Meech. Rejet de plusieurs mois, plusieurs années de discussions, de compromis, d'échanges, d'ententes, ententes fragiles, on l'a vu, mais enfin il nous semblait que cet accord était porteur d'espoir pour l'avenir du Canada.

• (2000)

Certains de nos amis d'en face, dont je respecte les idées évidemment, nous parleront du Canada comme d'un grand pays, d'un pays où nous devrions aimer vivre, un pays dans lequel nous devrions nous sentir bien, disent-ils, mais un pays aussi qui en 1982 nous a laissés pour compte, quoi qu'on en dise, et un pays aussi qui a rejeté pour l'essentiel l'Accord du lac Meech qui était un pas de géant dans le domaine constitutionnel.

Autre discussion, autre compromis, l'Accord de Charlottetown, l'Accord de Charlottetown qui est apparu inacceptable sur son fond même aux citoyens du Québec; l'Accord de Charlottetown pour lequel les Québécois ont dit non, parce que cela ne représentait pas la base de leurs revendications traditionnelles; l'Accord de Charlottetown pour lequel le reste du Canada anglais a dit non, parce qu'il contenait trop de concessions, semble-t-il, au Québec.

C'est une triste évolution que cette évolution de la négociation politique qui a eu lieu sous le dernier gouvernement. Et voilà que notre formation politique est née de ce désir des Québécois de s'exprimer à l'intérieur du processus démocratique, d'envoyer ici dans ce Parlement, dans le Parlement canadien, des hommes et des femmes qui seraient porteurs du message, qui chez nous est véhiculé depuis de nombreuses années et qui méritait, je pense, d'être porté en ce lieu, d'être partagé dans des débats comme ceux qu'on fait ce soir, de faire l'objet d'échanges entre nous, de discussions, peut-être de mutuelles compréhensions éventuellement.

Voilà que le Bloc québécois a reçu un appui extraordinaire de la majorité de la population du Québec. Nous sommes ici 54 aujourd'hui, et ces 54 députés du Bloc ici à Ottawa. Jamais à faire, une mission de faire en sorte que ce message, pour une fois, porte au Parlement fédéral sans subir le filtre, sans subir de distorsions en traversant la frontière, sans subir le filtre de ceux et celles qui refusent de le livrer comme on le vit chez nous.

Nous sommes ici pour faire en sorte que ce Parlement fonctionne. Je voudrais rassurer mes collègues. Beaucoup de choses se sont dites sur la venue des députés du Bloc ici à Ottawa. Jamais en aucun temps, durant ce périple électoral, il n'a été question ni de notre intention de faire en sorte de bloquer ce Parlement, de l'empêcher de fonctionner, de l'empêcher de traiter des véritables problèmes qui confrontent nos concitoyens, nos concitoyennes, et nous sommes heureux de démontrer, mes collègues et moi, après une première journée au Parlement, l'intérêt que nous portons à l'institution, le respect de la démocratie qui est ancré profondément en chacun de nous. Nous sommes heureux de faire savoir à ceux et celles qui s'inquiétaient de notre venue ici, que nous collaborerons. Nous collaborerons à faire en sorte de trouver les solutions qui s'imposent aux problèmes épouvantables qui confrontent notre société.

Tout ce contexte politique qui nous a conduits ici s'est passé avec une toile de fond économique absolument épouvantable. Une politique monétaire qui a créé le chômage, une politique monétaire dont la préoccupation essentiellement était de maintenir un taux d'inflation bas au Canada, sans se préoccuper que le